



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

États-Unis

Question écrite n° 94058

Texte de la question

M. Sauveur Gandolfi-Scheit attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'impact que pourrait avoir sur les économies des autres pays la politique de rachat de bons du trésor lancée par la banque centrale états-unienne. Dans une décision annoncée le 4 novembre 2010, la réserve fédérale états-unienne a fait part de sa volonté d'injecter six cents milliards de dollars dans son économie en utilisant la technique du « *quantitative easing* ». En effet, dans l'optique de relancer une croissance encore jugée molle avec un niveau de chômage très élevé proche de 10 % et une consommation des ménages atone, la réserve fédérale a choisi d'accélérer l'inflation tout en facilitant l'accès au crédit. Cependant cette technique n'est pas sans risque tant pour l'économie américaine que pour celle de l'ensemble des pays du monde. Tandis que nombre de détracteurs se font entendre sur le sol états-unien, il apparaît que les conséquences de cette politique sont multiples sur les taux de change, sur la hausse des prix dans les pays émergents ainsi que sur les cours du pétrole. C'est pourquoi il souhaite connaître quelles sont les anticipations réalisées par la France et sa position quant aux conséquences possibles de cette politique.

Texte de la réponse

La nouvelle politique de « *quantitative easing* » décidée par la Réserve fédérale américaine (FED) le 3 novembre dernier, qui consiste en l'achat de 600 Md\$ supplémentaires de titres obligataires publics de maturité longue, a comme effet attendu de faire baisser les taux longs américains. Cette baisse des taux longs américains peut ensuite jouer sur les arbitrages des investisseurs et se traduire par des mouvements de capitaux internationaux, et donc indirectement par des évolutions de change et de compétitivité. Parallèlement, cet assouplissement monétaire pourrait avoir un impact sur l'économie américaine en augmentant la liquidité disponible. Dans les faits, l'impact de l'assouplissement monétaire de la FED sur l'économie américaine, et notamment sur l'inflation et le crédit, devrait être maîtrisé. En effet, la situation de sous-utilisation des capacités et de taux de chômage élevé qui prévaut actuellement aux États-Unis paraît écarter toute pression inflationniste à court et moyen terme. Par ailleurs, les banques disposent déjà de réserves excédentaires, qu'elles n'utilisent pas pour augmenter la distribution de crédit. Il est probable que l'impact de cette politique sur les taux de change du dollar face aux principales devises de ses partenaires commerciaux (notamment la zone euro) reste également limité, comme en témoignent les récentes évolutions de ces taux de change, qui révèlent plutôt une légère appréciation du dollar ces dernières semaines. L'effet sur certains pays émergents pourrait être plus conséquent, avec des entrées de capitaux importantes. Toutefois, de tels mouvements ne peuvent se produire que si l'appétence pour le risque des investisseurs est élevée. Les tensions toujours présentes sur les marchés financiers (et notamment de dette souveraine) devraient donc limiter ces prises de risque à court terme. À moyen terme, le risque d'accroissement des flux de capitaux existe bien, engendrant des difficultés d'absorption pour les pays émergents. Cette problématique des flux de capitaux a été identifiée et incorporée au volet système monétaire international de la présidence française du G 20.

Données clés

Auteur : [M. Sauveur Gandolfi-Scheit](#)

Circonscription : Haute-Corse (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 94058

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 23 novembre 2010, page 12605

Réponse publiée le : 5 avril 2011, page 3397